

« La France qui se réinvente »

Institut Aspen France / Les Echos

Paris, 22 janvier 2008

Key note speech by

Frits Bolkenstein

« La France qui se réinvente ». Est-ce nécessaire ? Qu'est-ce qui va mal en France et qui vient d'être découvert ? Il est vrai que plusieurs livres expriment une certaine inquiétude. En voici quelques exemples :

« La France qui tombe » de Nicolas Baverez (2003). « La fin de l'illusion jacobine » d'Edouard Balladur (2005). « Regarder la France : Essai sur le malaise français » de Jean-Marie Domenach (1997). « Adieu à la France qui s'en va » de Jean-Marie Rouart (2003). Le plus vieux de ces livres date de 1997. Les trois autres ont été écrits au cours du nouveau millénaire.

Cette *morosité* est assez récente. En 1973, l'Institut Hudson, qui était dirigé par Herman Kahn, a publié une étude intitulée « *L'envol de la France dans les années '80* ». Il s'agissait d'un rapport réjouissant. Je cite : « *La France semble être dans un état bien plus favorable qu'elle ne l'a été au cours des deux derniers siècles. (-) En 1985, la France sera l'État le plus riche de toute l' Europe. La France retrouvera son état de grande puissance d'Europe occidentale comme au XVIII^e siècle et au début de XIX^e* ».

Un économiste américain, Mancur Olson, écrivait dans son livre 'The rise and decline of nations' (l'essor et le déclin des nations) qu'en 1970, la France avait un revenu par habitant « nettement supérieur à celui de la Grande-Bretagne, presque égal à celui de l'Allemagne et seulement inférieur d'un quart à celui des Etats-Unis ». L'avenir était rose. Je reparlerai de Mancur Olson.

On peut se demander quelles évolutions négatives se sont produites entre la fin des *trente glorieuses* et le pessimisme actuel, car le contraste entre le passé et le présent est criant. J'aimerais approfondir trois aspects : (1) la croissance économique et l'emploi ; (2) l'Union Européenne ; et (3) l'immigration et le multiculturalisme.

Mais avant d'y venir, je pose cette question : « *La France, est-elle une exception?* » Ma réponse est la suivante : « Bien sûr ». Toutefois, l'Allemagne en est une aussi, et à quel point ! Pensez au *Sonderweg* allemand. Et l'Angleterre, les *rosbifs* ? Même les *Pays-Bas*, pourtant bien

plus petits que la France avec leurs 16 millions d'habitants, ont leur propre histoire complexe et sont donc « *une exception* ». Ce que je veux dire, c'est que le fait que la France soit une exception n'est pas une exception. Tous les pays développés constituent une exception. Mais tous ces pays se trouvent dans le même environnement et doivent répondre aux mêmes exigences. Qu'ils le fassent ou non, cela dépend d'eux et de personne d'autre.

La croissance économique

Tout d'abord, la croissance économique et l'emploi. Ces deux éléments sont liés à la concurrence. Eh bien, il m'arrive parfois de me demander ce que les français pensent de la concurrence dans leur for intérieur. Je pense qu'ils ne l'aiment pas. Si c'est le cas, cette répulsion a des racines.

Certes, Montesquieu parlait du *doux commerce*. Mais Rousseau y voyait une source d'exploitation et de guerre. Gracchus Babeuf pensait que la concurrence était immorale. Vous allez dire que Babeuf était extrémiste. Mais Saint-Simon l'était-il aussi ? Dans leur synthèse de 1829, les Saint-Simoniens écrivaient : « *Qu'est-ce en effet que la concurrence réalisée, sinon une guerre meurtrière qui se perpétue, sous une forme nouvelle, d'individu, de nation à nation ?* » Et pour Louis Blanc la concurrence était un « *système d'extermination* » (1). Quand le Président Sarkozy a récemment dit à Berlin : « Que doit l'Europe à la concurrence », il a suivi une tradition respectable. Il a également obtenu de rayer la notion de « *concurrence libre et non faussée* » du projet de traité de l'UE. « Le mot « *protectionnisme* » n'est plus tabou », a-t-il ajouté à Strasbourg.

Ici il s'agit du fond de l'opposition française à la *directive sur les services*. La France est le deuxième exportateur de services au monde. On pourrait croire que la directive sur les services allait par conséquent être bien accueillie car elle cherchait à obtenir un marché réellement ouvert pour les services dans l'Union Européenne. Mais comme on le sait, l'opposition a été violente et émotionnelle, jusqu'à la fin du mandat du Président Jacques Chirac. Le néo-libéralisme « *est aussi dangereux pour le 21^{ème} siècle que le totalitarisme au 20^{ème}* », disait l'ancien Président.

Je viens de parler de l'économiste américain Mancur Olson, auteur de « *The Rise and Decline of Nations* ». Dans ce livre, il parle des « *distributional coalitions* » ou coalitions distributionnelles, c'est-à-dire des coalitions créées pour obtenir des avantages pour leurs membres, comme les syndicats et les groupes de pression pour certaines professions. Il en conclut que « les coalitions distributionnelles ralentissent la capacité d'une société à adopter de nouvelles technologies et à réaffecter les ressources suite à des conditions qui changent : elle réduisent dès lors le

taux de croissance ». Il estime que cela concerne principalement des « sociétés stables dont les frontières ne changent pas », comme dans les pays européens, et surtout la France.

Mancur Olson fait bien d'attirer notre attention sur ces coalitions distributionnelles car elles sont une cause importante du blocage des sociétés que nous connaissons un peu partout en Europe.

L'élargissement de l'UE

J'ai l'impression que la raison principale du « non » français à ce qui a été appelé à tort la Constitution européenne est l'élargissement de l'UE à l'Est. Celui-ci a été jugé trop rapide. Pour quelle raison ? Nous devons la chercher dans le Conseil européen, c'est-à-dire le conseil des chefs de gouvernement et d'état. Que disait le chancelier Helmut Kohl au milieu des années '90 au sujet de l'adhésion de la Pologne ? Qu'elle devait être une réalité en 2000. Non, répondait le Président Jacques Chirac, déjà en 1999. N'y avait-il pas un lien d'amitié entre la France et la Pologne ? La Bulgarie et la Roumanie devaient déjà devenir membres en 2007. Pourquoi ? Les Roumains parlaient une langue romane et ne pouvaient donc pas attendre ?

Je peux comprendre l'hésitation française au sujet de la rapidité de l'élargissement. Le Conseil européen s'est prononcé sans connaissance de cause. Il croit savoir comment l'UE fonctionne, mais ne le sait pas. Le Premier Ministre de l'Italie, Monsieur Berlusconi, a invité la Russie à devenir membre.

Ainsi, en décembre 1999, le Conseil européen a décidé à Helsinki que la Turquie devait être un pays candidat à l'adhésion. Aujourd'hui, huit ans plus tard, certains chefs de gouvernement regrettent cet engagement. Mais il est un fait. Le Président Sarkozy s'est retourné contre l'adhésion de la Turquie. Je pense qu'il a raison, mais pour de mauvais motifs. Il a dit que la Turquie fait partie de l'*Asie Mineure*. Mais il oublie que dix millions de Turcs vivent à Instabul et dans les environs, donc clairement en Europe. Je suis d'accord avec le Président Sarkozy sur le fait que la place de la Turquie n'est pas dans l'Union Européenne, mais pour d'autres raisons.

La mondialisation

Revenons à nos moutons. Je suppose que la différence entre 1974 et 2007 est la recrudescence de la *mondialisation*, qui se manifeste surtout en tant que fait psychologique. Tout le monde parle de la concurrence de l'Asie, mais personne ne dit mot sur la vente des Airbus à la Chine. Et pourtant, les deux sont liés.

J'ai été ministre du commerce extérieur dans la première moitié des années quatre-vingt. J'ai eu le privilège de rencontrer quatre homologues français : Messieurs Chandernagor, Jobert et Noir et Madame Edith Cresson. À cette époque, le « débat japonais » battait son plein. En parlant de la libéralisation, monsieur Chandernagor m'a dit : « *Pas pour le Roi des Prusses* ». C'était l'époque où tous les *magnétoscopes* du Japon devaient être importés à Poitiers. Où en est le débat japonais à présent ? Le débat chinois actuel lui ressemble comme deux gouttes d'eau. Notez que toute protection affaiblit, surtout dans la vie économique.

La France est étonnante en ce sens que presque tous les hommes politiques sont issus de l'administration. Bon nombre d'entre eux proviennent de l'une des *grandes écoles* et de l'ENA. Ils représentent *le monde légal*. Représentent-ils également *le monde réel* ? Monsieur Trichet est maintenant Gouverneur de la BCE. Lemierre occupe la même fonction à la Banque pour l'Europe de l'Est et Strauss-Kahn au FMI à Washington. C'est une triomphe de la diplomatie française. Mais est-ce que cela améliore le déficit de la France?

En résumé, la concurrence est essentielle pour la qualité et l'innovation. Progressiste, elle est indispensable à la croissance économique. Il en est de même en ce qui concerne le marché de l'emploi.

Michel Albert, ancien commissaire au Plan, a inventé l'expression d'« *économie rhénane* » : plus de concertation, donc plus de stabilité ; moins de concurrence, donc moins de croissance et de risques. La France et l'Allemagne partagent le Rhin et l'économie rhénane. Ils ont un taux de chômage qui est beaucoup plus élevé qu'aux Pays-Bas et qu'au Royaume Uni. La France ne résoudra jamais le problème de son chômage si elle ne se distancie pas de cette économie rhénane et ne rend son marché de travail plus flexible.

L'emploi

J'aimerais faire trois remarques au sujet de l'emploi. La première concerne la notion de « *petits boulots* », citée par le Président Jacques Chirac en parlant du Royaume-Uni. J'en ai également parlé lors d'un débat que mon ancien collègue Michel Barnier avait organisé il y a quelques années au *Cirque d'Hiver*. À cette occasion, j'ai précisé qu'il était quand même *préférable d'avoir un petit boulot que de dépendre de l'assistanat social*. Mais à ma grande surprise, cette idée fut contestée. Pour les opposants, il n'y avait de travail que régulier, qualifié et sécurisé. Entendre cela fut pour moi un véritable choc car il est évident qu'un travail donne une discipline

sociale, une raison de se lever le matin, un contexte humain, bref de multiples aspects qui le rendent préférable à l'assistanat social.

Le deuxième point que je veux développer est la proposition de l'ancien Premier Ministre De Villepin de permettre le licenciement dans les deux ans du premier emploi. J'accueillerais cette proposition avec empressement s'il n'y avait pas le fait qu'un tel licenciement peut avoir lieu sans invoquer de motifs. Mais tout le monde a le droit de savoir pourquoi il a été licencié. De plus, monsieur De Villepin semble avoir conçue cette proposition sans aucune consultation. C'est ce dernier point qui est incompréhensible pour un Néerlandais. Les Néerlandais n'aiment pas la polarisation. J'ai parfois l'impression que les Français en raffolent.

L' Europe

Dans la première moitié des années quatre-vingt, j'ai voulu publier un recueil d'interviews de politiciens libéraux, un par pays. Il s'agissait de Joe Grimond pour le Royaume-Uni, de Giovanni Malagodi pour l'Italie, de Minoo Masani pour l'Inde, etc. Mais quel Français choisir ? Où trouver un homme politique libéral français ? J'ai fini par interviewer Jean-François Deniau qui ne m'a pas déçu.

Plus tard, quand j'étais Ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement l'était aussi. Lors d'une visite officielle à Paris, il m'a invité à dîner. Pendant ce dîner très amical, je lui ai dit : « Vous êtes un ministre jacobin ». Il a ri et m'a demandé pourquoi je disais cela. J'ai répondu : « Parce que vous êtes nationaliste et interventionniste ». Il ne m' a pas répondu.

L'ombre des jacobins plane lourdement. Je dis parfois en boutade que la Constitution française n'est composée que d'une seule règle : « J'interviens donc je suis ». L'ancêtre des Jacobins était Colbert. On peut voir son influence dans la politique européenne de l'actuel Président. Il veut des champions économiques. Moi aussi, mais je préfère qu'ils soient européens. Il est partisan du patriotisme économique. Si cela équivaut à privilégier les entreprises françaises par rapport aux non françaises, c'est contraire à la législation européenne.

Quand Mme Edith Cresson et moi étions *homologues*, elle m'a dit au sujet d'une Banque Centrale Européenne qu'elle devait être sous l'influence politique. Pourquoi devrions-nous faire la même chose que les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale ? Elle faisait allusion aux États-Unis où la Fed est indépendante. On peut à nouveau constater l'influence des jacobins, pour qui le champ de la politique est en principe illimité.

Le Président Sarkozy a dit la même chose : dans sa politique de taux, la BCE doit davantage tenir compte de la conjoncture, c'est-à-dire de la politique. Mais le taux ne peuvent pas servir deux maîtres : la stabilité des prix et la conjoncture. Le traité a choisi le premier. Mme Cresson et Monsieur Sarkozy, le deuxième. La France ne renoncera jamais à son ambition d'avoir une emprise politique sur la BCE. Mais sa concrétisation signifierait la fin de l'Union Monétaire. Les Allemands ne l'accepteront jamais, pas plus que les Néerlandais.

Qu'est-ce qui a changé pour la France depuis 1974 en ce qui concerne l'Europe ? La perte d'influence. L'Allemagne est devenue plus indépendante. Le Royaume-Uni a plus d'assurance après 50 trimestres de croissance économique ininterrompue. Les nouveaux États membres ne parlent pas français. La France joue un rôle moins important d'un point de vue économique. Bruxelles n'est plus *la banlieue de Paris*.

L'immigration et l'identité

Le troisième point dont j'ai parlé est l'immigration. Il s'agit d'un thème très important qui alimente chaque jour les débats aux Pays-Bas. J'aimerais seulement effleurer un point à ce sujet, à savoir la question de l'identité.

Je me souviens d'un numéro de l'Express du 17 octobre 1991 qui avait pour gros titre (en couverture) : « *Être Français c'est quoi ?* ». Lionel Jospin y disait : « *L'une des sources de malaise français, il faut la chercher dans la "crise d'identité" que traverse notre société* ». Et Michel Rocard d'ajouter : « *Il est légitime que les citoyens se demandent ce qu'est l'identité de la France aujourd'hui* ». En novembre de l'année passée le chef d'état français se plaignait à Strasbourg « *de la crise d'identité extrêmement profonde des européens* ».

Conclusion

Conclure s'avère difficile. Le changement de la France est maintenant à l'ordre du jour. En mai 2007, l'Institut Montaigne a publié son « *vademecum 2007-2012* » dédié à la modernisation de la France. Ce *vademecum* est divisé en trois parties : réconcilier la France avec la compétitivité, ressusciter la mobilité sociale et réinventer l'action publique.

Faut-il réinventer le France ? C'est beaucoup dire. Mais il y a des soucis réels. Un ministre américain, Dean Acheson, a dit dans les années cinquante que le Royaume-Uni avait perdu un empire et n'avait pas

retrouvé son rôle. En exagérant, on pourrait dire aujourd'hui que la France a perdu l'Europe et n'a pas encore retrouvé son rôle. C'est inévitable en partie. Plus le nombre des États membres est grand, plus l'influence de chacun se dilue. Mais seulement en partie. Plus l'économie est forte, plus le chômage et le déficit sont bas et plus l'influence en Europe est grande, moins il y a d'inquiétude sur l'identité. Ce n'est donc pas ce que le général De Gaulle est censé avoir dit : « L'économie est comme l'intendance, elle suit ». Non, elle ne suit pas : elle mène. Et pour ça, il faut plus de concurrence – beaucoup plus – n'en déplaise à Rousseau.

En novembre dernier, « les Échos » ont publié un cahier spécial en préparation de ce colloque. Dans son éditorial, Henri Gibier a écrit que le coq gaulois était le champion de l'auto-denigrement. Mais Patrick Degrave d'ajouter que le nombre de Français qui avaient une impression de déclin diminuait. Ils ne sont plus que 40 % contre 55 % en 1991.

Oui, il faut regarder la vérité en face, mais il ne faut pas exagérer non plus.

Frits Bolkestein, Janvier 2007